



Les enjeux de l'immigration illégale

La tragédie du naufrage d'une embarcation d'immigrés survenu au large des côtes de Lampedusa, en octobre dernier, relance le débat sur le problème migratoire. Comment faire pour éviter de nouvelles tragédies ? Comment freiner les flux migratoires ? Quelles solutions, pour quels enjeux ?

Le naufrage de Lampedusa, survenu le 3 octobre dernier et qui a coûté la vie à 300 immigrés clandestins, a suscité de vives émotions dans le monde entier. Il a révélé une fois de plus, la tragédie de milliers de migrants des pays africains, fuyant la pauvreté et le chômage ou les guerres et qui tentent de migrer vers l'Europe. Malgré cet épisode tragique, aujourd'hui encore, des embarcations inadaptées pour la navigation en haute mer, surchargées de migrants continuent à naviguer vers les côtes européennes, le temps d'une traversée à haut risque. La question de l'immigration clandestine est souvent un sujet de désaccord entre les pays d'origine, pauvres pour la plupart, et les pays de destination, plus riches. Et pour cause, ces flux migratoires viennent avec beaucoup d'autres problèmes : questions des droits de l'homme, questions économiques, questions de main d'œuvre et de chômage, fuite des cerveaux, insertion sociale, questions de réfugiés et de demandeurs d'asile, questions humanitaires, etc.

Cause des flux migratoires

Si tant de jeunes tentent de fuir leur pays, c'est parce que la vie est devenue pratiquement impossible dans certaines régions. En effet, les causes majeures de ces vagues migratoires sont les grands déséquilibres aux conséquences catastrophiques : guerres d'une sauvagerie inhumaines, gouvernements corrompus qui s'accaparent les richesses, démographie galopante avec tous les problèmes que cela engendre (famine, chômage, problème de santé, etc.), économie désorganisée, révolutions qui débouchent que sur le chaos (Libye, Egypte, Tunisie, ou plus récem-

ment la Syrie), des régions livrées au radicalisme (comme au Mali, certains pays touchés par le printemps arabe),...

Par exemple, on estime aujourd'hui à environ 1,5 millions, le nombre de syriens qui ont quitté leur pays pour fuir la guerre.

Selon certains analystes, comme l'équipe de Migreurop, si les drames migratoires peuvent avoir plusieurs explications, ils sont en partie le résultat d'un manque d'harmonisation des politiques des différents Etats européens en matière d'immigration, et aussi à la surenchère sécuritaire dans la surveillance des frontières de l'UE.

L'Europe, qui est souvent la cible de ces flux migratoires, ne veut pas ouvrir ses portes à une immigration fortement allogène. Car très souvent, ces migrants ne partagent ni l'histoire, ni la culture, ni les fondements judéo-chrétiens de la société occidentale, ni les usages, ni le système démocratique, etc. Une bonne partie de ces migrants possèdent en revanche, un potentiel de déstabilisation sur l'Europe.

Entre le 3 et le 11 octobre 2013, au moins 400 personnes sont mortes en mer méditerranée, car au lendemain du drame de Lampedusa.

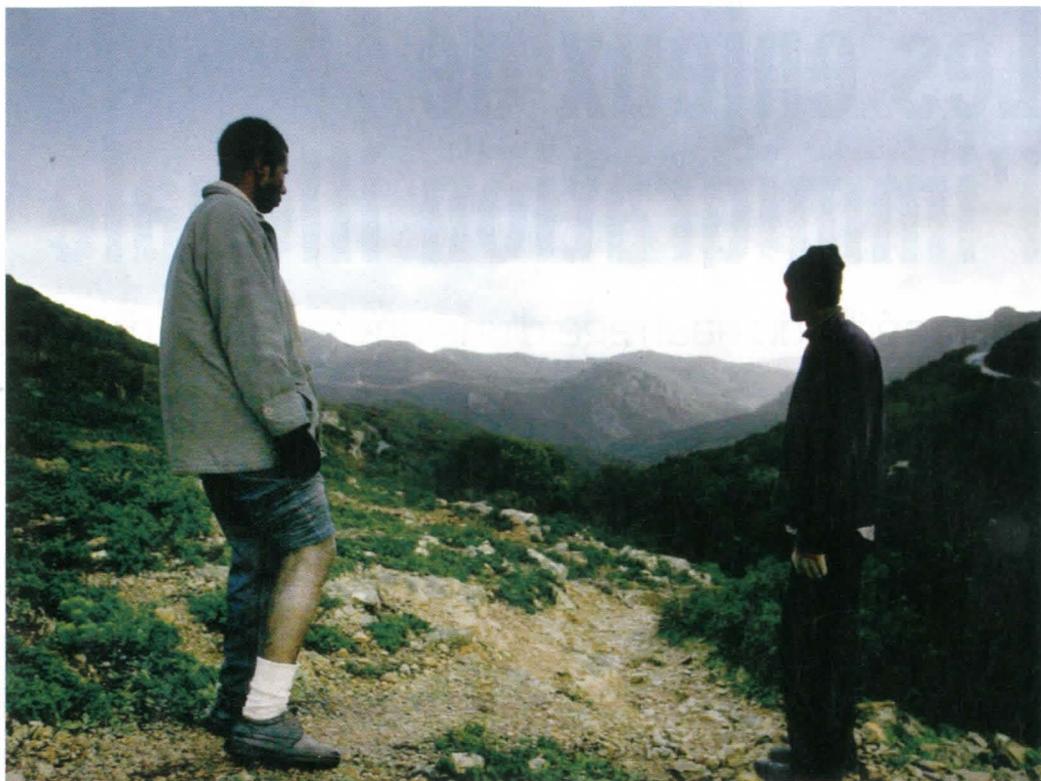
Ampleur du phénomène

Depuis 1993, au moins 20 000 personnes ont perdu la vie dans la Méditerranée en tentant de gagner l'Europe selon des estimations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Entre le 3 et le 11 octobre 2013, au moins 400 personnes sont mortes en mer méditerranée, car au lendemain du drame de Lampedusa, un autre naufrage avait fait une centaine de victimes.

Rien ne semble arrêter les flux migratoires. En 2005, on estimait déjà le nombre de migrants sans papiers à 1,6 million en Espagne, entre 700 000 et un mil-

L'eldorado, une chimère



lion en Allemagne, 600 000 en Italie, 430 000 en Grande-Bretagne, entre 250 000 et 400 000 en France, 200 000 au Portugal, 160 000 aux Pays-Bas et 90 000 en Belgique.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir comment mettre fin à cette série de catastrophes humanitaires ? Comment éviter des tragédies, comme celle de Lampedusa ?

Surnommée «le cimetière des migrants», Lampedusa est en passe de devenir le symbole d'une politique européenne inefficace contre les flux de

l'immigration clandestine.

Pour surveiller les 1636 points d'entrée vers l'Europe, l'UE a mis en place un outil de gestion des flux migratoires : la Frontex, l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne, créée en 1995.

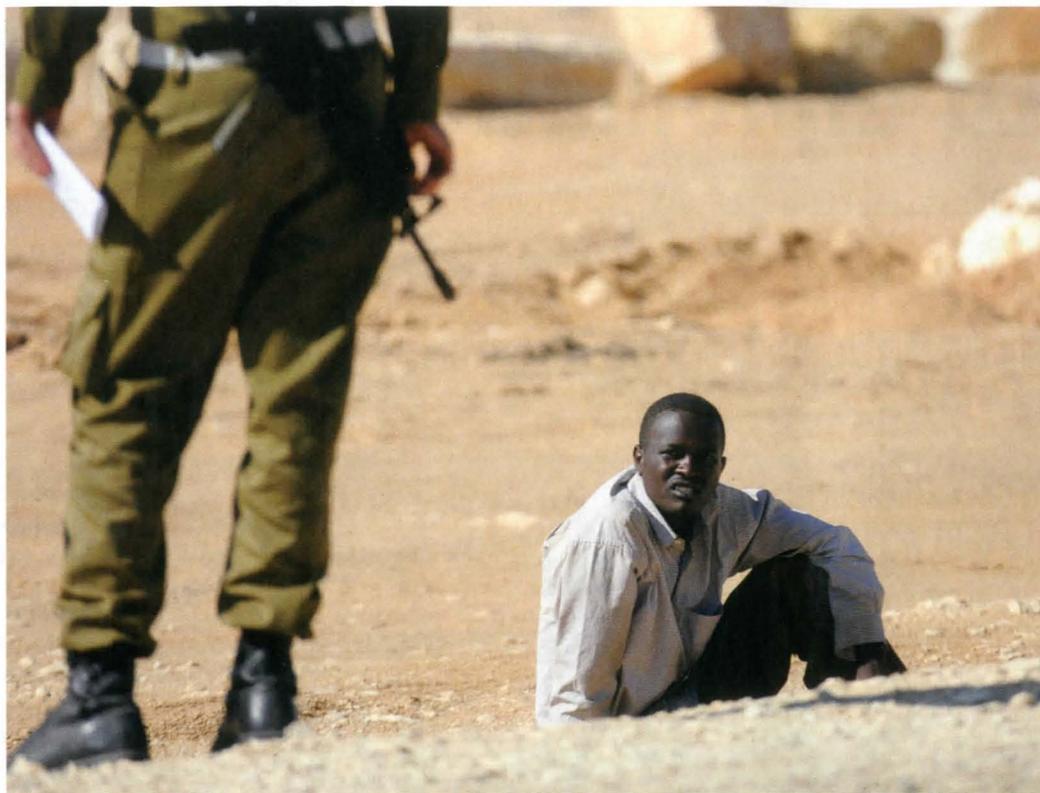
Entre 2006 et 2007 Frontex avait appréhendé ou interdit d'entrée aux frontières plus de 53 000 personnes. Mais aujourd'hui, les actions de Frontex ne semblent pas freiner les flux des migrants vers l'Eu-

Surnommée «le cimetière des migrants», Lampedusa est en passe de devenir le symbole d'une politique européenne inefficace

Solidarité Sud-sud : Le Maroc régularise les sans papiers

Dans le cadre de sa nouvelle politique migratoire, le Maroc envisage de lancer une opération exceptionnelle de régularisation de la situation des étrangers en séjour irrégulier sur son territoire. Prévue du 1er janvier au 31 décembre 2014, cette vaste opération permettra à une bonne partie des immigrants africains (dont le nombre est estimé entre 25 000 et 40 000), de régulariser leur situation dans le pays. La régulation est toutefois conditionnée. En effet, les candidats concernés sont entre autres les conjoints de ressortissants marocains ayant au moins 2 ans de vie commune, les étrangers disposant de contrats de travail d'au moins 2 ans, les étrangers ayant au moins 5 ans de rési-

dence continue au Maroc, etc. Rappelons que ces genres d'opérations sont souvent réalisés dans les pays d'accueils des flux d'immigration. En France par exemple, il y aurait environ 400 000 immigrés illégaux, dont le nombre reste stable, malgré l'arrivée chaque année, environ 100 000 nouveaux immigrés illégaux arrivent dans le pays. Pour cause, chaque année 100 000 illégaux légalisent leur situation en France, notamment sous la pression des activistes. Les moyens de légaliser leur présence en France sont nombreux : par le mariage avec un citoyen français, en ayant un enfant né sur le sol français, en prouvant qu'on est en France depuis déjà au moins dix ans, etc.



rope. En plus, l'agence européenne est accusée par des ONG comme le réseau Migreurop de bafouer les droits de l'homme, d'être inefficace pour empêcher des catastrophes et d'opérer selon une «logique sécuritaire» qui causerait la mort de milliers de migrants chaque année.

En 2009, Frontex disposait de 25 hélicoptères, 21 avions, 113 bateaux et 475 unités d'équipement (radars, sondes, senseurs, caméras, etc.). Un véritable arsenal. Et depuis 2011, un autre dispositif européen (Eurosur) est venu compléter ou relayer les actions de Frontex dont les actions actuelles s'avèrent malgré tout inefficaces.

Eviter les drames

Devant la multiplication de ces tragédies, il est plus que jamais urgent de trouver de vraies solutions pour gérer le problème de l'immigration vers l'Europe et dépasser la seule logique de renforcement des contrôles aux frontières.

Pour mettre un terme à l'indifférence ou la légèreté des politiques vis-à-vis de ce drame inédit, différentes solutions ont été proposées. Les uns soutiennent qu'il faut aider les pays de départ à mieux contrôler leurs frontières, les autres pensent qu'il faut militariser les mers et déclarer une guerre totale aux trafiquants et passeurs qui exploitent la misère de ces femmes et hommes prêts à tout pour échapper à la misère, à la famine (Darfour, Somalie, etc.) ou les guerres comme en Syrie.

Selon plusieurs analystes, ériger des murs et mobi-

liser un arsenal technologique de plus en plus sophistiqué et coûteux, comme le programme Eurosur (contrôles par satellites, par drones, etc.) n'empêchera certainement pas les migrations. Il les rendra leurs trajets plus longs et peut-être encore plus meurtriers pour les migrants. Les vraies solutions durables sont peut-être à rechercher des mesures qui peuvent inciter les migrants à rester chez eux et à s'y fixer.

Solutions africaines

L'Afrique, ce riche continent qui regorge de richesses immenses, qui enrichit de nombreux pays (d'Europe et d'ailleurs), est aujourd'hui incapable d'assurer à ses fils le nécessaire pour les inciter à vivre heureux chez eux. Aujourd'hui, les africains doivent prendre conscience de l'étendue de leurs richesses matérielles et culturelles. Ensuite les décideurs politiques doivent s'occuper des véritables problèmes de la jeunesse à savoir : l'accès à un bon système éducatif, des emplois, un cadre de vie paisible et favorable à l'épanouissement. Par ailleurs, il faudrait encourager l'auto-emploi et la création de richesses, par la création d'entreprises pour occuper cette jeunesse livrée à l'oisiveté et au chômage. Le jour, où les jeunes africains pourront dans la paix satisfaire leurs principaux besoins, on constatera systématiquement une nette diminution de cette propension à partir en Europe.

Ibrahim Souleymane,
Casablanca

Un autre dispositif européen (Eurosur) est venu compléter ou relayer les actions de Frontex dont les actions actuelles s'avèrent malgré tout inefficaces.

La diplomatie des conflits

Dans cette interview, Wutibaal Kumaba Mbuta, auteur du livre «L'ONU et la diplomatie des conflits», évoque les enjeux d'une implication effective des acteurs de la sphère diplomatique dans la résolution et la prévention des conflits en Afrique.



Wutibaal Kumaba Mbuta

Les *Afriques Diplomatie* : Lorsque vous parlez de «diplomatie des conflits» dans votre livre, que voulez-vous dire ?

Wutibaal Kumaba Mbuta : Je désigne par le concept de la diplomatie des conflits, «l'ensemble des actions politiques menées pour empêcher le déclenchement d'un conflit armé lorsqu'il existe des signes précurseurs d'un tel conflit, ou lorsque le conflit armé a éclaté, d'empêcher son extension en le gérant au mieux en vue de sa liquidation».

La particularité de la diplomatie des conflits, c'est la possibilité de pouvoir utiliser des outils ou moyens de coercition politiques, militaires et économiques pour renforcer ou favoriser le retour à la situation de Paix. Les moyens de la diplomatie des conflits sont évolutifs et très diversifiés. Ils s'adaptent à l'évolution de la situation sur le terrain d'intervention.

Par ailleurs, je préfère parler de la liquidation des conflits en lieu et place des concepts de la résolution et règlement des crises ou des conflits. La préférence pour le concept de la «liquidation des crises

ou des conflits» par rapport à ceux de la «résolution et du règlement des crises ou des conflits» se justifie par le souci de rendre compte de la finalité du couple d'action règlement ou résolution des crises et des conflits et la consolidation de la paix. En effet, le règlement et la résolution sont des terminologies qui ont été utilisées pendant la guerre froide et elles ne mettent pas en évidence l'évolution des opérations de paix consécutive à la fin de la guerre froide. Cette évolution se traduit par la consolidation de la paix dans la phase post conflictuelle, après le processus de règlement ou de résolution des crises ou des conflits.

LAD : Quel bilan faites-vous des opérations de déploiement des forces de maintien de la paix en Afrique ?

W.K.M. : Au vu du bilan humain, plus de 7 millions de morts en République démocratique du Congo, 800 000 morts au Rwanda, on peut affirmer que le bilan de la gestion des conflits en Afrique est très négatif.

LAD : L'ONU est très impliquée dans la résolution des conflits en Afrique. Qu'est-ce qui peut expliquer un tel engagement des Nations Unies sur le continent ?

W.K.M. : L'ONU a été créée pour garantir la paix et à la sécurité internationales. A défaut d'une paix à garantir, l'ONU a développé une diplomatie des conflits qui a pour finalité de prévenir et gérer les conflits. L'engagement de l'ONU sur le continent s'explique par le fait que l'Afrique est devenue le principal pôle de conflictualité. Pendant toute la guerre froide, l'Afrique n'avait pas développé des outils susceptibles de lui permettre de gérer militairement un conflit. L'Organisation de l'Unité Africaine se cantonnait à une gestion diplomatique des conflits. Les Etats africains faisaient reposer leur sécurité sur le soutien des Grandes puissances, généralement l'ancienne puissance coloniale et avaient négligé cet aspect. En se mettant sous la protection de l'ancienne puissance coloniale, celle-ci lui pro-



mettait de le protéger contre une éventuelle agression extérieure. Ces anciennes puissances étant impliquées dans la confrontation idéologique, certains Etats africains se trouvaient impliqués dans cette confrontation. Cette dépendance réduisait l'intérêt d'une politique commune de Défense africaine, du fait de l'absence d'intérêt commun de sécurité. De plus, dans le contexte de confrontation idéologique les grandes puissances veillaient sur la cohésion interne de leur bloc et elles ne voulaient pas voir émerger une armée autonome et rivale.

Avec la fin de la guerre froide, les puissances occidentales se sont détournées de l'Afrique au profit de l'Europe de l'Est et de la reconstruction européenne. Dans ce contexte, l'ONU se retrouvait être le seul acteur capable d'intervenir militairement sur le continent. Tout cela explique de mon point de vue l'importance de l'engagement des Nations Unies dans les tentatives de gestion militaire des conflits en Afrique avec le déploiement des opérations de maintien de la paix.

LAD : Que préconisez-vous concrètement pour la résolution des conflits en Afrique ?

W.K.M. : La résolution des conflits passe par le renforcement des outils de prévention et de gestion des conflits au niveau du continent et des organisations sous régionales telles que la SADC, Cedeao ou encore la Cemac.

Il est très important et fondamental que l'Afrique dispose d'une armée opérationnelle pouvant per-

mettre d'assurer efficacement la sécurité du continent. L'idée de mettre en place une force africaine en attente était une très bonne idée. Les africains doivent être les principaux acteurs de la gestion militaire et diplomatique des différents conflits sur le continent. Ils doivent se prendre en charge et cesser de compter sur le soutien des acteurs extérieurs au continent sans pour autant exclure une coopération avec les Etats-Unis, l'Union européenne ou d'autres puissances montantes. Au niveau des Etats, il faut continuer à lutter pour la promotion de la bonne gouvernance politique et économique. Il faut un dialogue politique permanent entre l'opposition et la majorité. Cela passe par le renforcement des institutions et de la démocratie. Les Etats, sans mettre en place des gouvernements ethniques, doivent assurer la représentativité régionale au sein des institutions de l'Etat et une réparation harmonieuse des richesses du pays. Ils doivent identifier les ressources de chaque région pour la mettre en valeur. Il faut développer les relations de bon voisinage entre les Etats Africains et élaborer des projets de développement transfrontière et interétatique pour créer un intérêt commun et la solidarité interétatique.

LAD : Peut-on considérer l'Union africaine comme un acteur majeur dans la résolution des conflits sur le continent ?

W.K.M. : Oui, l'Union africaine (UA) est un acteur majeur dans la résolution des conflits en Afrique.

Il faut développer les relations de bon voisinage entre les Etats Africains et élaborer des projets de développement transfrontière.

La désolation, au bout



Avant l'Union africaine, l'OUA a joué un rôle majeur dans l'accession à l'indépendance des Etats africains. Créée en 1963, elle devait gérer empiriquement les conflits consécutifs à l'accession des Etats africains à l'indépendance. Elle a accompagné tant bien que mal les Etats africains aux indépendances, dans un contexte difficile de confrontation idéologique entre les Etats-Unis et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). L'OUA a joué un rôle majeur en prévenant les conflits territoriaux entre les nouveaux Etats qui viennent de se libérer de la domination coloniale.

Pendant toute la période de la guerre froide, son action était essentiellement diplomatique. Généralement, il s'agissait d'une diplomatie des Sommets, qui ne faisait pas appel aux forces vives (opposition politique, armée ou non, société civile et éventuellement représentants religieux) du pays ou de la région en crise. L'action de l'OUA s'est vue notamment lors du

règlement des conflits frontaliers entre Etats africains dans la période postcoloniale.

La fin de la guerre froide et la multiplication des conflits au niveau du continent a poussé les Etats africains à développer les mécanismes de gestion militaire des conflits du continent avec la création du Conseil des paix et de sécurité de l'Union africaine. Désormais les africains jouent un rôle actif dans la gestion militaire des conflits au niveau du continent. L'ONU collabore avec l'Union africaine pour gérer les conflits sur le continent. La brigade d'intervention de l'ONU en République démocratique du Congo a été autorisée par l'Union africaine et elle est constituée des troupes de la SADC.

L'UA est un acteur majeur de la gestion des conflits sur le continent. Mais, il faudrait qu'elle joue le rôle principal et essentiel dans la résolution des conflits en Afrique. Mais je pense que cela n'est pas encore le cas.

Propos recueillis par, Ibrahim Souleymane

Désormais les africains jouent un rôle actif dans la gestion militaire des conflits au niveau du continent.

Bio-express

Wutibaal Kumaba Mbuta, est Docteur en droit international public de l'Université Paris Descartes. Il est expert en matière de gestion des conflits armés et du droit de la sécurité collective, spécialiste de la Région des Grands Lacs. M. Kumaba a œuvré comme chercheur associé à

l'Observatoire Politique et Stratégique de l'Afrique de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne à Paris. Wutibaal KUMABA MBUTA est l'auteur du Livre «L'ONU et la diplomatie des conflits : le cas de la République démocratique du Congo», éd. L'Harmattan.